

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE



E/CN.4/1986/29/Add.3
20 décembre 1985

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-deuxième session

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION
ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Rapports présentés par les Etats parties conformément
aux dispositions de l'article VII de la Convention

Additif

EQUATEUR^{1/}

[Original : espagnol]

[2 septembre 1985]

En vertu des dispositions de l'article VII de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, et en sa qualité d'Etat ayant signé et ratifié ladite Convention, l'Equateur soumet au Comité spécial contre l'apartheid, pour examen, son rapport sur l'application de ladite Convention.

Il n'existe en Equateur ni pratique ni politique de discrimination ou de ségrégation raciales. Ainsi, la constitution que le peuple équatorien exerçant son droit souverain a approuvée par un référendum organisé le 15 janvier 1978, et qui est entré en vigueur le 10 août 1979, condamne ces pratiques et politiques inhumaines.

En effet, il est dit à l'article 4 que :

"L'Etat équatorien condamne toute forme de colonialisme, de néocolonialisme et de discrimination ou de ségrégation raciales. Il reconnaît le droit des peuples de se libérer de pareils systèmes d'oppression".

De même, l'article 19 de la Constitution politique de l'Etat qui traite des droits de la personne dispose que l'égalité devant la loi est garantie à tous et donc qu'il est interdit de pratiquer toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la filiation, les opinions politiques ou autres, l'origine sociale, la situation économique ou la naissance.

^{1/} Le rapport initial présenté par le Gouvernement équatorien (E/CN.4/1983/24/Add.2) a été examiné par le Groupe des Trois à sa session de 1983.

Ce principe constitutionnel garantit l'inviolabilité de la vie, l'intégrité de la personne et le droit de l'individu au plein épanouissement physique et moral; le droit à la liberté d'opinion et à la liberté d'exprimer sa pensée par tout moyen de communication sociale, sans préjudice de la responsabilité civile et pénale pour les abus qui pourraient être commis dans l'exercice de cette liberté, conformément aux dispositions de la loi; le droit à l'honneur et à la bonne réputation; la liberté de conscience et la liberté de pratiquer sa religion, individuellement ou en groupe, en public ou en privé; le droit de circuler librement sur le territoire national et de choisir sa résidence; le droit à un niveau de vie qui garantisse la santé, l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires; la liberté et la sûreté de la personne et la liberté d'embauche et de travail et le droit d'association, ces dernières garanties étant amplement réglementées dans le Code du travail en vigueur.

Ce même article 19, en son paragraphe 16, qui garantit la liberté et la sécurité de tout individu, interdit l'esclavage et la servitude sous toutes leurs formes, l'Etat ayant pour mission principale d'assurer l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de promouvoir le progrès dans le domaine économique, social et culturel des habitants du pays, compte tenu des principes déjà signalés.

A cet égard, le Ministre des affaires étrangères de l'Equateur a déclaré à l'Assemblée générale des Nations Unies que "l'Equateur, depuis son accession à l'indépendance, a constamment défendu la liberté de l'homme et a été l'un des premiers pays à éliminer totalement l'esclavage dans le cadre d'un processus dû aux idées géniales du libérateur Simon Bolivar, lorsque le pays faisait partie de la Grande Colombie. En 1851, l'Equateur a supprimé les derniers vestiges du système esclavagiste. L'élimination de la discrimination raciale a également fait l'objet d'une législation tout au cours de l'histoire de l'Equateur et est pleinement consacrée dans la Constitution politique de l'Etat.

L'habeas corpus est prévu dans la Constitution politique de l'Etat, qui stipule en son article 19, paragraphe 16, alinéa j, que "toute personne qui estime avoir été illégalement privée de sa liberté peut former un recours en habeas corpus". Elle peut exercer ce droit soit directement soit par l'intermédiaire d'un tiers qu'il n'est pas nécessaire de mandater par écrit, auprès du maire ou du président du Conseil municipal dont elle relève ou de quiconque en tient lieu. L'autorité municipale doit ordonner alors immédiatement la comparution de l'intéressé et la présentation du mandat de dépôt. Les responsables de la prison ou du lieu de détention sont tenus d'obéir à cet ordre sans observations ni excuses. Une fois informé des faits, le maire ou le président du Conseil municipal, dans le délai de 48 heures, ordonnera la remise en liberté immédiate de l'intéressé si le détenu ne lui est pas présenté ou si le mandat n'est pas produit, ou s'il n'est pas conforme aux prescriptions de la loi, ou s'il y a vice de procédure ou, enfin, si le recours est justifié. Le fonctionnaire ou employé qui n'exécute pas l'ordre est immédiatement destitué de ses fonctions ou de son emploi sans autre formalité par le maire ou le président du Conseil municipal qui en informe la Contrôlerie et l'autorité chargée de désigner un remplaçant. L'employé destitué, après avoir libéré le détenu, peut faire appel de sa destitution devant le tribunal des contentieux administratifs dans un délai de huit jours à compter de sa notification.

D'autre part, s'il se produisait une violation des principes mentionnés, la victime pourrait indifféremment recourir aux tribunaux du pays ou au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dont l'Equateur a reconnu la compétence par une déclaration spéciale faite le 21 mars 1977.

Enfin, l'article 44 de la Constitution politique de l'Equateur garantit à tous les individus, hommes ou femmes, relevant de sa juridiction, l'exercice et la jouissance libres et effectifs des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels énoncés dans les déclarations, pactes, conventions et autres instruments internationaux en vigueur.

Enfin, si les membres du Comité spécial contre l'apartheid le souhaitent, le Gouvernement équatorien sera heureux de fournir des éclaircissements supplémentaires concernant le contenu du présent rapport ou de répondre aux questions qui pourront être posées à ce sujet.